



# Bulletin

UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE

N°741  
Février 2019

la  
cgt

32 avenue de l'Europe - 38030 Grenoble cedex 2 - Tél. 04 76 09 65 54 - e-mail : [accueil@cgtisere.org](mailto:accueil@cgtisere.org) - site : [ud38.reference-syndicale.fr](http://ud38.reference-syndicale.fr)

## SOMMAIRE

2-3

### LUTTES

- Discours lors de la journée de mobilisation du 14 décembre  
- Profiter du mouvement des Gilets jaunes et des reculs du gouvernement pour passer à l'offensive

4

### SOCIÉTÉ

- Les migrants et sans-papiers : nous sommes tous concernés  
- Les livreurs à vélo

5-6

### VIE SYNDICALE

- Congrès de la plate-forme chimique de Roussillon  
- Élection chez les bailleurs sociaux - Indecosa 38  
- Élection professionnelle dans les fonctions publiques

7

### INTERNATIONAL

- Belgique, Liban, Tunisie, Burkina Faso... les «Gilets jaunes» font ici et là quelques émules à travers le monde

## ÉDITO



## DRESSONS NOTRE COLÈRE AU NIVEAU DE NOTRE VOLONTÉ DE CHANGER LES CHOSSES !

**Cela fait bientôt deux ans que ce gouvernement démantèle méthodiquement notre système social. Et il va vite !**

Ni la colère des retraité·es, ni celle des cheminot·es ou des énergéticien·es, ni la colère des travailleur·euses mobilisé·es durant l'année n'ont entamé la détermination du président des riches à garder son cap. Macron et son staff continuent à livrer bataille pour les intérêts du capital, pour l'accaparement des richesses par une minorité.

L'irruption du mouvement des gilets jaunes dans le paysage a fait sortir de leur mutisme le 1<sup>er</sup> ministre et le président, mais ceux-ci n'ont concédé que des miettes. Pire, ils accélèrent, en désocialisant et défiscalisant les heures sup, en dédouanant le patronat de tout effort salarial (on augmente la prime d'activité, mais surtout pas le SMIC !), et en sortant un décret entre Noël et le jour de l'an pour durcir les sanctions contre les «chômeurs fraudeurs» !!

Dans le cadre de la convergence des luttes souhaitée par tou·tes, la CGT a appelé les salarié·es à agir par des grèves dans les entreprises et des manifestations à partir des revendications des salarié·es tout au long de l'année. Cela sans pouvoir atteindre le niveau de riposte nécessaire pour faire changer radicalement les choses.

**Si chaque début d'année est le temps des bonnes résolutions, il est également temps de changer de braquet au plus près des bassins d'emplois, des bassins de vie.**

Alors que le projet de retraite par point, cautionné par certains syndicats, et dont le but est de nous conduire «librement» à 67 ans pour une pension complète, arrive dans les débats, il est indispensable que la CGT reprenne la main par le rapport de force.

Pour permettre de gagner ce rapport de force et de préparer une **puissante journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations de 24h «économie morte»**, le 5 février, l'union départementale propose de mettre en œuvre :

- une intersyndicale départementale ouverte aux organisations de jeunesse
- la diffusion par les syndicats de la carte pétition permettant d'aller au contact avec les salarié·es
- la reprise des visites de syndicats et délégué·es syndicaux·les par les structures (professions, UD, UL) sur leur périmètre
- **l'organisation d'assemblées générales représentatives des territoires et des professions** pour débattre des revendications de proximité et construire les mobilisations.

Il est nécessaire de gagner cette démocratie de proximité !

Le lancement par l'Élysée d'un «grand débat public national» ressemble bien à de l'enfumage tant il est circonscrit à certaines thématiques, sans ambition d'améliorer le quotidien des Français·es. **Pas de changement de cap donc !**

Pas de changement idéologique dans la conduite de la politique du gouvernement d'autant qu'il envisage déjà **une réforme de la santé en légiférant par ordonnance** pour toute une série de mesures, et qui constituera le socle d'une protection sociale basée sur la responsabilité individuelle et la rentabilité.

**Ce grand débat, on va s'le faire !**

Notre objectif est de faire entendre haut et fort la voix des salarié·es et des citoyen·nes aussi la CGT s'engage à mettre en œuvre des espaces de débat au plus près des salarié·es, des citoyen·nes. Pour cela l'Union départementale CGT de l'Isère propose l'ouverture de nos 16 Unions locales pour que chacun·e puisse y déposer ses revendications, pour partager et débattre de propositions alternatives et progressistes, pour construire ensemble les cahiers revendicatifs de territoires.

C'est à ce prix que nous pourrons et gagner cette bataille démocratique face aux projets libéraux.

Nicolas Benoit - Secrétaire général



Suivez-nous sur facebook :  
[www.facebook.com/CGT38/](http://www.facebook.com/CGT38/)



@cgt\_38\_Isere

**nouveau site internet :**  
[ud38.reference-syndicale.fr](http://ud38.reference-syndicale.fr)

Directeur de la publication :  
Nicolas BENOIT  
Imprimé par nos soins

N° CPPAP  
0221 S 05444  
I.S.S.N. 1154-6670



# Discours lors de l'action interprofessionnelle du 14 décembre 2018

## **Comment évoquer le coût du capital, de la finance, des salaires et des cotisations sociales ?**

J'ai eu envie d'évoquer le soi-disant progressisme libéral, en parlant de la précarité et pénibilité, avec ces travailleur-ses en horaires postés, souvent en contrats précaires, qui se détruisent la santé pour créer d'énormes richesses et sont payé-es 1300 balles! De ces mêmes travailleur-ses à la course aux heures supps, ou avoir recours à un autre taf pour augmenter leur reste à vivre et essayer de profiter un peu de la vie ! De ces temps partiels avec Véro, une femme cabossée par la vie, qui court de fractions de jobs, passant du nettoyage à l'assistance à la personne, pour gagner tout juste 800 à 1000 euros et élève sa fille seule ! De la sous-traitance, la polyvalence, où Caro doit faire du ménage dans les bureaux, les chiottes, et faire des tâches en salle blanche. Le tout au SMIC, pour pallier au dégraissage d'effectif qu'a fait son patron pour obtenir le marché. De ces territoires excentrés des grandes métropoles, avec par exemple ma terre natale de la Matheysine, qui après des années fastidieuses d'exploitation minière, se voit plonger dans la misère, le chômage, la désertification de ces travailleur-ses, de ces jeunes et de ces services publics. L'état laissant ainsi ce territoire abandonné, où rôdent aujourd'hui les vautours du FN, avec leurs idées simplistes et trompeuses, manipulant les âmes tristes de la plupart de ces gens, pourtant tous issus de familles d'immigrés ! De la mobilité en France, où il faut traverser la rue pour trouver un job. Moi je vois un nordiste qui a dû partir à des centaines de km de son coin de France, abandonnant famille et potos pour trouver du taf ! Large rue non ? Parler d'égalité, quand on voit des jeunes Momo, Moussa, habitants du quartier se voyant refuser 20 demandes d'emplois par an ! des fameuses charges sociales du salaire qui plombent le travail : Allez demander à mon David qui a eu un accident de travail et sa main broyée entre deux laminoirs, s'il n'est pas heureux d'avoir une indemnité d'invalidité, et des soins remboursés par notre belle Sécurité sociale ! Pour finir, j'ai envie d'évoquer la soi-disant meilleure espérance de vie de nos retraité-es, qui du coup sont encouragé-es à travailler plus longtemps, ou même reprendre un petit job pour avoir la possibilité de vivre ou survivre pour certain-es, de leur petite pension

après tant de labeurs ! **Des exemples comme ça, il y en a des millions en France!**

**J'ai eu envie aussi d'évoquer ces milliards d'euros de nos impôts, qui via le CICE** sont volés et redistribués aux patrons qui en ont soi-disant besoin pour embaucher et rester compétitifs ! Quand on voit les salaires autour de nous, et que ces milliards ont permis de créer seulement 100 000 emplois/an, ce qui ramène le coût par emploi à 200 000 euros/an ! On se dit que des Pénélope Fillon, il doit y en avoir dans ces boîtes!

J'évoquerais au passage la 2<sup>ème</sup> place mondiale de la France, dans le reversement de dividendes. Là aussi, on a failli ramener la coupe à la maison ! J'ai vu aussi comment les états ont très vite trouvé des mesures à la dernière crise économique, en injectant des centaines de milliards d'euros, alors que pour répondre à la crise sociale actuelle, notre surdoué de la finance peine à trouver des moyens et réalise juste des tours de passe-passe pour nous enfumer et défendre sa classe !

## **Parlons aussi du coût du capital dans le monde !**

Où par compétitivité, mise en concurrence des humains entre eux, on voit encore des enfants et des vieux travailler, des peuples en guerre ! Des migrants qui par ce système capitaliste et aussi par urgence climatique, doivent fuir leurs terres, abandonnant tout pour monter sur des coquilles de noix, ou se cacher dans des soutes, afin de traverser mers et montagnes pour trouver hôtes chez leurs bourreaux, dont la France fait partie ! Arrivant en terre espérée et inconnue, ils se voient parqués, exclus, et voire même finissent par mourir loin de chez eux ! **Voilà ce qu'est le véritable coût du capital et de la finance !**

## **Le capitalisme nous entraîne aussi vers une catastrophe écologique :**

Centraliser le travail dans de grandes métropoles, produire et consommer toujours plus ! Mondialiser et transporter à outrance les échanges de marchandises. Tout ça sans se soucier de notre écosystème ! Nous humain-es, façonné-es et emprisonné-es par ce système, sommes en train de devenir des parasites pour notre planète, détruisant de jour en jour notre terre et les autres êtres vivants !

## **Alors les camarades, ou les ouech mes gros pour les plus jeunes ! Il y a vraiment urgence à**

## **se bouger, s'organiser afin de mener réellement la bataille tous ensemble contre cette politique et ce système !**

Nous les irréductibles gaulois-es de la CGT, il est temps de trouver des alliés et de retrouver la bonne potion magique ! La potion du terrain, du combat d'idée, de la fraternité, de la syndicalisation, pour convaincre et mener la lutte par l'information, l'action collective et enfin la GRÈVE, seule remède contre les poisons du capitalisme et libéralisme ! Organisons-nous ! Sortons de ces réunions stériles de nos directions ou gouvernement, réinvestissons nos locaux syndicaux, nos UL, nos UD pour nous organiser ENSEMBLE et AGIR ENSEMBLE. Tissons des liens plus forts avec d'autres syndicats de lutte de classe, des associations et des partis politiques philanthropes pour le peuple ! Allons avec cette jeunesse, qui est aujourd'hui dans la rue, lutte et a envie de tout changer ! Allons sur le terrain au contact des gens dans nos boîtes, dans ces territoires oubliés de France ! Allez les camarades, les ouech mes gros, allons plumer ces vautours de capitalo du MEDEF et de ces libéraux, afin qu'ils lâchent réellement du lest sur nos salaires et sur l'emploi ! Changeons de système, pour qu'une réelle transition sociale et écologique soit réalisée pour le bien de nos générations futures et de notre planète !

David Majewski

Syndicat STmicroelectronics

## agenda

✓ JOURNÉE  
«ÉCONOMIE MORTE»

Mardi 5 février

✓ CONFÉRENCE  
des UL, territoires  
et professions

Vendredi 8 février

✓ COMITÉ GÉNÉRAL  
Jeudi 20 juin

# Profiter du mouvement des Gilets jaunes et des reculs du gouvernement pour passer à l'offensive

Le mouvement des gilets jaunes a surpris par ses formes d'actions (occupation des ronds-points, blocage des péages), par sa détermination (manifestations, appelées Actes, tous les samedis, à Paris et dans de nombreuses villes), par son symbole, le gilet jaune qui dit la détresse de ceux qui sont laissés sur le bas côté de la route. La hausse des taxes sur les carburants a mis le feu aux poudres. Mais les raisons profondes de la colère des plus pauvres des gilets jaunes, employé-es, retraité-es, travailleur-ses pauvres, précaires et beaucoup de femmes, ce sont les difficultés croissantes, à boucler les fins de mois, à devoir, dans les petites villes et les campagnes, se déplacer sans cesse en voiture pour emmener puis rechercher les enfants à l'école, trouver un bureau de poste, un médecin, une maternité, un hôpital, aller faire ses courses, prendre le train...; ce sont les impôts qu'on paye mais dont on ne voit pas les retombées en termes de services publics; c'est le mépris total des gouvernants à l'encontre des petites gens qui n'ont aucune prise sur les décisions concernant pourtant leur vie et l'avenir de leurs gamins.

Dès son apparition, ce mouvement suscite des questionnements ; il se dit apolitique, «*ni de droite, ni de gauche*»; il est fortement médiatisé; pour la plupart des participants, c'est la 1<sup>ère</sup> fois qu'ils entrent en résistance sociale ; on trouve aussi des auto entrepreneurs, des artisans, des petits commerçants, des patrons de TPE, dont certaines revendications (baisse des «charges» patronales, etc.) ne sont pas les nôtres.

Si nous nous accordons tous à trouver légitime la colère exprimée par les Gilets jaunes, certains pensent que leur combat surpasserait, dans ses formes d'action et son tempo, celui que nous menons depuis des années contre la régression sociale et démocratique et, qu'en conséquence il faudrait se couler dans leur sillage. Une remarque s'impose : Nos combats, même s'ils n'ont pas réussi jusqu'à présent à faire plier les gouvernements qui se sont succédés, n'ont-ils pas contribué à créer et entretenir ce climat de contestation sociale allant crescendo ?

D'autres pensent que, tout en étant attentifs au mouvement des Gilets jaunes, à ce qu'il traduit d'aspiration au changement, on doit profiter de l'effervescence sociale qu'il crée et des difficultés rencontrées par le gouvernement, pour se lancer plus vigoureusement dans la lutte pour l'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux. Et, dans les entreprises, mobiliser les salarié-es et aller à la grève ; ce n'est pas un travail facile mais c'est, pourtant, la seule voie à suivre, validée par des décennies de combats ouvriers.

## FIN DU CLIVAGE GAUCHE/DROITE



L'Acte 5 (15/12) a été marqué par l'apparition de panneaux, avec ces 3 lettres, RIC, référendum d'initiative citoyenne. Le 1<sup>er</sup> ministre, E. Philippe a tout de suite repris cette proposition, disant qu'elle allait être un des grands thèmes de la «grande consultation» que le gouvernement veut ouvrir pendant 3 mois.

Ce RIC suscite un engouement quasi général ; il est présenté comme le summum de la démocratie et un moyen de faire évoluer la société dans les sens d'une meilleure prise en compte des besoins et attentes du peuple.

On est, quand même, en droit de se poser quelques questions et de rappeler quelques faits qui parlent par eux-mêmes.

- Ce RIC tombe à pic pour le gouvernement en difficulté, il relègue, objectivement, au 2<sup>e</sup> plan, **le combat à mener d'urgence pour l'augmentation réelle du Smic (c'est-à-dire payée par le patronat), pour celle de nos pensions de retraite, pour celle des minima sociaux, pour la taxation du Capital, à commencer par le rétablissement de l'ISF.**
- L'oligarchie ne s'assied-elle pas allégrement sur les résultats de référendum, quand ils ne lui conviennent pas ? En 2005, nous avons dit Non au TCE, pourtant, en 2007, il était promulgué sous un autre nom : traité de Lisbonne. En 2015, les Grecs ont voté massivement Non au référendum sur de nouvelles mesures d'austérité, elles leur ont été, pourtant, infligées.
- Les groupes - Bolloré, Lagardère-Active, Bouygues, Altice, Dassault, etc. - qui détiennent, aussi, les grands média ont, ainsi, à leur disposition, un formidable outil pour formater l'opinion publique à leur convenance. Ne l'ont-ils pas prouvé en créant de toutes pièces le candidat, puis président Macron ?
- En entreprise, les patrons, pour faire passer, au nom d'une prétendue «sauvegarde de l'emploi», des mesures défavorables aux salarié-es, ont recours au référendum (la loi Travail le permet), afin de shunter les syndicats de lutte.

**En résumé, une question de fond et un rappel historique. Dans une société où l'État, les organes de répression et de propagande, l'économie dans son entier sont aux mains du Capital -avec pour seul objectif de faire le maximum de profits- la classe ouvrière et les couches populaires peuvent-elles imposer, durablement, ce qui est bon pour elles, au moyen de débats et de consultations électorales à répétition ? La leçon principale de la Commune de Paris, c'est que, pour gagner une démocratie véritable, il faut renverser l'État bourgeois et rompre avec le système capitaliste. Karl Marx l'explique très bien dans son livre «La guerre civile en France. 1871.»**

Jacques Faure  
Syndicat CGT multi professionnel  
des retraités du bassin grenoblois

# LES MIGRANTS ET SANS-PAPIERS NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS !

Nous les voyons tous les jours dans nos rues, sans souvent comprendre comment il-elles vivent : pas de logement, pas de papiers, pas d'argent, pourchassé-es par la police et menant une course effrénée à la recherche d'un titre de séjour leur permettant de rester chez nous. Lorsqu'ils-elles travaillent (la plupart du temps non déclaré-es), leurs salaires sont très bas, et **cela tire tous les autres vers le bas**. Voilà pourquoi nous sommes directement concerné-es.

Les associations font un énorme travail d'aide au quotidien pour améliorer leurs conditions de vie. Mais cela ne suffit pas ! Il faut que les gouvernants changent leur politique en matière d'immigration.

**1. NOUS DEMANDONS LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS**, la plupart d'entre eux-elles travaillent, ils-elles ne sont donc pas une charge pour notre société, au contraire, ils-elles font certains métiers qui ne trouvent plus preneurs parmi nos concitoyen-nes (dans le bâtiment, la restauration, l'aide à la personne).

**2. IL FAUT SUPPRIMER TOTALEMENT LE «DÉLIT DE SOLIDARITÉ»**. Quelques avancées ont eu lieu l'été dernier, mais il y a encore des camarades dans les Hautes-Alpes, dans les Alpes-Maritimes qui sont poursuivies par la justice. La population de ces régions frontalières a



Manifestation 18 Décembre 2018 - Grenoble

réagi de manière exemplaire face à l'arrivée de ces jeunes, et les ont aidés en leur donnant un peu à boire et à manger, ils-elles sont allé-es les chercher au Col de l'Echelle l'hiver dernier pour qu'ils-elles ne meurent pas dans la neige, ils-elles les ont hébergé-es. La réponse de l'État : vous êtes coupables d'aider des personnes qui veulent franchir illégalement la frontière.

**3. LES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS DOIVENT RECEVOIR L'ACCUEIL AUQUEL ILS ONT DROIT.** Le droit international prévoit qu'un état est tenu de protéger un mineur non accompagné, de le loger, le nourrir et lui proposer de continuer ses études.

Or en Isère, **les mineurs sont accueillis dans de très mauvaises conditions**. Le conseil départemental (dont dépendent ces mineurs) ne joue pas son rôle. Certains sont refoulés, et se retrouvent à la rue. Pire, dès qu'ils atteignent leurs 18 ans, ils se voient délivrer un Ordre de Quitter le Territoire Français. **IL FAUT CHANGER CELA !**

**Venez, rejoignez-nous, soyons solidaires  
Les mêmes droits pour tous**

**Syndicat CGT des travailleurs sans-papiers**



Manifestation 18 Décembre 2018 - Grenoble



## deliverrage

Il y a trois ans, si vous aviez l'œil, vous en aviez peut-être aperçu un ou deux lors de vos soirées en ville. Aujourd'hui, difficile de les manquer tant ils-elles semblent faire partie intégrante du paysage urbain. Ils-elles ? Les livreurs à vélo, nouveaux tacheurs du XXI<sup>ème</sup> siècle.

A priori, que reprocher à cette activité ?

- Une forme de livraison non polluante.
- Un moyen de lier restaurateur et consommateur, générateur d'activité économique locale profitable notamment aux petits restaurateurs non présents sur les axes fréquentés.
- Et de l'emploi pour des personnes dans une société qui en manque cruellement.

De l'emploi ? Pas tout à fait. Car si ces cyclistes semblent s'inscrire clairement

dans un dispositif salarial (soumis à des horaires de travail assez contraints, pouvoir de contrôle/sanction du donneur d'ordre), tou-tes sont pourtant des micro-entrepreneurs.

Dans un contexte marqué par le paiement à la course et un environnement urbain propice aux accidents, la rémunération de sa force de travail se fait nécessairement au prix de la sécurité sur le vélo. Or, les indépendants ne bénéficient pas de couverture efficace pour répondre aux accidents du travail. Perte de revenu, destruction de son outil de travail, séquelles physiques sont autant de conséquences lourdes dont ils-elles ne sont pas protégé-es.

Profession nouvelle, elle n'est pas encore organisée pour défendre ses intérêts. Nous recherchons donc des livreurs susceptibles de mener la lutte, appuyée par la CGT.

**Faites passer le mot !**

Adrien Claude  
Natura Scop



# Congrès

Fin décembre 2018, le syndicat CGT de la plate-forme chimique de Roussillon, a tenu son congrès statutaire.

Petit rappel : en 1998, lorsque Rhône-Poulenc décide de morceler la plate-forme et de vendre les ateliers de production un à un à des repreneurs différents, le syndicat CGT décide de rester un syndicat UNIQUE de plate-forme.

Plusieurs entités ont donc une section syndicale au sein de ce syndicat de plate-forme multipro, qui compte 167 adhérents. C'est le cas notamment d'Elkem, Adisséo, Novapex, Novacyl, Suez, Hexcel, Osiris et Rhodia-Acétow.

Le site de Roussillon a été classé «amiante» en janvier 2018, et les départs anticipés ont été nombreux. Cela a concerné plusieurs élu-es, mandaté-es et syndiqué-es. La question de la «relève» s'est posée, et elle a été l'enjeu de ce congrès.

Les dernières lois mises en application, pourraient nous faire paraître vulnérables face au patronat ; le passage en CSE est compliqué pour les élu-es actuel-les... C'est ce qui est ressorti du débat. Mais il apparaît aussi que la dernière entreprise venue s'installer sur la plate-forme en 2017, est partie de rien : création de leur entreprise, de leur section syndicale, élection du CSE, désignation du DS, négociation des accords.... Sans aucun passé derrière elle !!! Des salarié-es ont pris leurs responsabilités et se sont mis en marche pour améliorer leurs conditions de vie. C'est cette dynamique que le syndicat CGT de plate-forme se doit d'accompagner.



Le débat nous ramène aussi à l'actualité de cette fin d'année : des personnes (en jaune) sont en attente de lendemains meilleurs. De quelle manière pouvons-nous accompagner leurs revendications, qui sont les nôtres depuis toujours, pour la plupart... Comment nous faire entendre un peu plus, sans pour autant créer une commission «casseurs à la CGT» ...

**Le congrès se termine avec l'adoption d'une résolution :** tous les élu-es et mandaté-es font partie de la Commission Exécutive, qui va se réunir prochainement pour désigner le «bureau». Les prochaines élections dans les entités (passage en CSE), vont profondément changer la représentation syndicale dans les entreprises; nous nous devons de rester engagé-es et uni-es dans ce nouveau défi pour continuer à défendre le-la salarié-e.

Georges MOREAU  
Secrétaire du syndicat CGT de plate-forme

## Les élections des représentant.e.s des locataires



Tous les 4 ans ont lieu chez les bailleurs sociaux des élections des représentant.e.s des locataires aux conseils d'administration.

Notre Association, présente à ces élections depuis 2010, a connu au mois de décembre 2018 une progression sans précédent.

C'est ainsi que nous sommes passés de la 4<sup>ème</sup> place à la seconde au titre des associations représentatives de locataires.

Nous avons obtenu 7 élu.e.s au lieu des 4 précédents.

Ce résultat provient de notre activité en forte croissance ces dernières années et nous encourage à persévérer dans cette dynamique.

A ce jour, notre Association compte plus d'une quarantaine d'amicales de locataires représentant plus de 4000 locataires.

Sont élus :

- Mme Marie Rodriguez - *Actis*,
- Mme Fathia Belhachmei - *Grenoble Habitat*,
- Mme Marie-Jacqueline Carminati
- et M. Jacqui Brunet - *Advivo*,
- M. Nicolas Cazalis - *LPV*,
- M. Amado Domingues - *Opac 38*
- M. Paul Bonsignore - *SDH*.

2018	INDECOSA CGT		CNL		CLCV		CSF		DAL	CGL	
LPV	77 voix	33,75%	61 voix	29,90%	42 voix	20,59%				24 voix	11,76%
ACTIS	319 voix	21,38%	234 voix	15,68%	180 voix	12,13%	415 voix	27,82%	10,99%	179 voix	12%
PLURALIS	252 voix	15,99%	271 voix	17,20%	476 voix	30,20%	304 voix	19,29%		273 voix	17,32%
OPAC	648 voix	22,11%	673 voix	22,96%	512 voix	17,47%	753 voix	25,69%		345 voix	11,77%
GH	152 voix	31,08%	88 voix	18%	172 voix	35,17%	54 voix	11,04%		23 voix	4,70%
SDH	387 voix	18,73%	400 voix	19,36%	673 voix	32,58%	212 voix	10,26%	9,92%	189 voix	9,15%
ADVIVO	269 voix	33,58%			434 voix	50,4%				89 voix	16,02%
<b>Total élus</b>	7		4		8		3		0	2	
<b>Total voix</b>	2104		1727		2490		1738		369	1122	

## 1- Quels étaient les enjeux des élections dans la fonction publique?

### Damien Bagnis (DB) - Fonction publique hospitalière

Tout d'abord, je tiens à remercier l'ensemble des camarades des syndicats qui n'ont pas ménagé leur peine et ont fourni un travail formidable pour relever le défi de ces élections.

Il y avait plusieurs enjeux pour ces élections :

1- les résultats au CTE (Comité Technique d'Etablissement) conditionnent le temps syndical global de chaque syndicat ou liste ayant eu des résultats aux élections dans les établissements de la FPH. De ce fait, cela permet d'avoir une vision des heures syndicales mutualisées (heures non prises par les syndicats, redistribuées au niveau départemental). Cela conditionnera les détachements départementaux pour les quatre ans à venir.

2- que la CGT de la FPH reste 1<sup>ère</sup> organisation syndicale aux niveaux départemental, régional et national. Nous sommes une des plus importantes fédérations au sein de la CGT, il est difficile d'imaginer perdre la première place. C'est le cas, malgré une baisse, la CGT reste la première Orga syndicale en Isère avec 31.5%, devant la CFDT 24.4%.

3- que la CGT reste la 1<sup>ère</sup> organisation syndicale au niveau national. Là par contre, c'est un échec, nous n'avons pas réussi à faire un score suffisamment élevé pour maintenir notre organisation à la 1<sup>ère</sup> place.

### Sylvie Guinan (SG) - Fonction Publique Territoriale

Avec 28,8 % des voix aux comités techniques, selon les résultats officiels, la CGT demeure la première organisation syndicale dans la Fonction publique territoriale. Parmi les faits marquants concernant ce scrutin, nous constatons une nouvelle baisse de la participation (moins 3,2 points) s'expliquant en particulier par le recours au vote par correspondance et par voie électronique. La CGT constate aussi une augmentation du nombre de votes blancs et nuls (57 000).

Il s'agit de signaux alarmants. La démocratie sur le lieu de travail est un bien précieux et ses conditions d'exercice doivent être pleinement garanties.

### Frédéric Soula (FS) - Fonction publique d'Etat

Les élections de cette année étaient tout d'abord centrales pour que la CGT se maintienne comme première organisation de l'ensemble des trois fonctions publiques. Dans un contexte de suppressions d'emploi massives et de gel du point d'indice, le résultat du scrutin n'était pas acquis à l'avance. Pour ce qui concerne les Finances Publiques, la mise en place du vote électronique, les complexités et les incertitudes inhérentes à cette procédure ont entraîné une baisse des votants, ce qui ne peut nous satisfaire. D'autre part les projets de CAP 2022 ainsi que les suppressions de sites et des emplois laissent entrevoir un avenir peu radieux face auquel il sera important d'opposer un syndicalisme combatif. La CGT Finances Publiques, deuxième organisation syndicale de la direction générale se devait à minima de maintenir son ancrage pour continuer à défendre les intérêts des collègues et nos missions de service public.

## 2- Quelle analyse faites-vous des résultats ?

**DB** : Malgré un fort taux d'abstention (61.44%), nous avons pu limiter la casse. En Isère, nous avons baissé de 4.5 points par rapport à 2014, à mettre en lien avec le fait que nous n'avons pu reconduire que 22 listes en 2018 au lieu de 26 en 2014 (aucune liste à l'Hôpital de Bourgoin représentant 1461 salariés par exemple). Un score décevant au CHUGA malgré tout le travail et les efforts fournis par nos camarades du syndicat CGT de l'Hôpital qui ont mené une campagne tambour battant dans tous les services du CHUGA.

**SG** : Le score de la CGT est marqué par un recul de 0,7 point. La nouvelle montée de l'abstention a de toute évidence eu un impact sur le niveau du vote CGT. Nous sommes déterminés à en faire l'analyse et à en tirer les enseignements avec les agents territoriaux, pour une organisation syndicale CGT qui gagne en efficacité et en proximité afin de faire aboutir les revendications des personnels en faveur d'un service public territorial de qualité, de l'emploi statutaire, pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation de la valeur du point d'indice et des salaires, pour un temps de travail à 32 heures, pour la retraite par répartition.

**FS** : Au niveau de l'ensemble des trois Fonctions Publiques, la CGT renforce sa position de première organisation ce qui est un succès appréciable, au vu des attaques que nous subissons depuis des années. Au niveau de la CGT Finances Publiques, nous restons deuxième organisation avec plus de 24% des voix. Si nous progressons en pourcentage, il convient de modérer cette progression par une plus faible participation (qui reste tout de même à 74,5%) et une baisse du nombre de votants ayant choisi la CGT. Ces résultats rassurants au niveau des pourcentages ne représentent donc pas totalement une victoire même si notre influence reste importante. Il convient de mesurer la responsabilité que nous ont confiée nos collègues tout en réfléchissant à notre renforcement.

## 3- Quelles suites vos fédérations/professions envisagent-elles ?

**SG** : Alors que de forts mouvements de lutte sont engagés – gilets jaunes, lycéens, grèves locales – les syndicats CGT Territoriaux continuent d'être acteurs de ce bouillonnement revendicatif. Un préavis de grève national, couvrant la période du 8 au 31 décembre, a été déposé pour permettre le développement des luttes.

**FS** : A partir de ces résultats, notre représentativité pour les deux années à venir est ainsi fixée. Un temps de réflexion doit être mené sur le fonctionnement de notre organisation, nos liens avec les adhérent-es et sur notre renforcement. Pour la CGT Finance Publique, la tenue du congrès de notre syndicat national sera l'occasion de tirer un bilan plus précis et de préparer l'avenir. Quoiqu'il en soit la CGT doit continuer à se battre à tous les niveaux pour la défense des intérêts des travailleur-ses. Dans ce cadre, le combat pour la défense du service public et du statut des fonctionnaires - seul garant d'une véritable égalité de traitement - revêt une dimension incontournable.

## Belgique, Liban, Tunisie, Burkina Faso... les «Gilets jaunes» font ici et là quelques émules à travers le monde

En France, en Europe et dans le monde, on voit bien que ce qui s'effondre en accéléré sous nos yeux, c'est l'espoir que le «système» mondialisé sous sa forme actuelle apporte un jour une solution aux difficultés croissantes et quotidiennes du plus grand nombre.

Et lorsqu'un fait de société tient la «une» pendant plusieurs semaines, il n'est sans doute pas inopportun de s'y arrêter. Cet article n'a évidemment vocation ni à surfer sur une vague opportuniste de récupération, ni à pointer les objectives limites voire les dangers d'un tel mouvement.

Quelques dizaines de milliers de manifestants en «Gilets jaunes» s'inscrivant dans la durée ont réussi, bien au-delà de l'Hexagone c'est un fait, à faire parler de leurs rassemblements « ronds-points » dans bon nombre de pays. Ils ont même fait ici et là quelques émules. Pendant ce temps, la CSI et ses 207 millions de syndicalistes a tenu congrès dans un silence médiatique mondial tant coupable qu'étourdissant, pendant ce temps des dizaines de milliers de luttes se menaient sur les 5 continents, pendant ce temps des syndicalistes étaient emprisonnés ou assassinés, pendant ce temps...

Il n'empêche, le mouvement des «Gilets jaunes», signe extérieur de détresse et de peur d'avenir, s'est exporté dans une moindre mesure, dans quelques autres pays depuis la fin novembre, et j'y consacre la page «International» de ce mois de février.

Bonne lecture.

### En Allemagne

Outre-Rhin, les «Gilets jaunes» ont été en nombre très réduit. Mais ils ont tout de même fait leur apparition dans certaines grandes villes allemandes, la plupart du temps en lien avec l'extrême droite locale.

### En Belgique

Avec quelques «Gilets jaunes» dans les rangs, nos amis belges revendiquent plus de justice sociale et une revalorisation du pouvoir d'achat. Certains «Gilets Jaunes» belges ont commencé à former un parti pour les élections fédérales belges prévues en 2019 sous le nom de «Mouvement citoyen belge».

### Au Burkina Faso

Pour dénoncer l'augmentation du prix du carburant, à l'appel de la puissante coalition nationale de lutte contre la vie chère, quelques «Gilets jaunes» étaient disséminés parmi les très nombreuses chemises rouges burkinabè.

### Au Canada

Dans l'Alberta et des provinces de la Saskatchewan, des «Gilets Jaunes» ont protesté contre la taxe gouvernementale sur le carbone et... contre la signature récente d'un pacte sur la migration.

### En Égypte

Craignant une contagion contestataire venue de France, les (bien nommées) autorités égyptiennes ont fortement restreint la vente des gilets jaunes «au cas où».

### En Italie

L'extrême droite italienne s'est inspirée des «Gilets jaunes». Mais contrairement aux Français, c'était eux pour soutenir le gouvernement. Elle protestait contre l'Europe afin qu'elle n'interfère plus avec la politique italienne.

### En Irak

«Nous sommes les premiers à avoir arboré [des gilets jaunes], dès 2015, quand nous voulions signifier que nous étions des éboueurs venus pour enlever les débris politiques.» Selon le quotidien irakien Al-Mada, des centaines de manifestants ont protesté le 4 décembre dernier à Bassorah, la grande ville du sud de l'Irak, pour «réclamer des services publics», notamment pour un meilleur

accès à l'électricité et à l'eau. Le gouvernement a tiré sur les manifestants à balles réelles.

### En Israël

Quelques «Gilets jaunes» ont manifesté à Tel Aviv contre l'augmentation du coût de la vie, les incertitudes économiques et la corruption qui gangrène le régime.

### Au Liban

A la veille de Noël, des centaines de Libanais, (certains arborant des gilets jaunes), ont manifesté à Beyrouth contre la corruption qui gangrène les institutions, et contre la défaillance des services publics.

### En Russie

Le 23 décembre 2018, quelques manifestants portaient des gilets jaunes lors d'un rassemblement contre l'augmentation des frais de stationnement à Moscou.

### En Serbie

Un député de l'opposition a revêtu un «Gilet jaune» au parlement pour protester contre les prix de l'essence dans son pays.


«Nous voulons des prix normaux de l'essence, ou vous aurez des Gilets jaunes dans les rues de Belgrade et de Serbie», a prévenu Bosko Obradovic, patron de la formation de droite nationaliste Dveri.

### En Tunisie

En référence à la couleur de leur drapeau, des Tunisiens ont appelé le 14 décembre à une mobilisation de «gilets rouges» pour réclamer «une vie digne pour les retraités, une véritable stratégie pour l'emploi, une augmentation du Smic à 600 dinars [178 euros contre 450 dinars actuellement] et une diminution des prix de première nécessité». La police a saisi 48 000 gilets jaunes et 200 gilets rouges à Sfax.

**«Gilles et John» ont tenu les ronds points !  
A nous toutes et tous à tenir le pavé !  
A nous les luttes dans les entreprises et bureaux !  
Et tout redeviendra alors possible !  
Et tout redeviendra alors possible !**

Jean-Jacques Guigon  
Responsable «Europe/International»  
Comité régional CGT AURA



**SANTÉ  
PRÉVOYANCE  
ÉPARGNE  
SERVICES FINANCIERS  
RETRAITE**

**SE SAVOIR  
ENTOURÉ,  
ÇA CHANGE  
LA VIE**

Nous nous engageons au quotidien  
à vous accompagner dans vos projets.  
Car nous savons que se savoir bien entouré  
est nécessaire pour avancer.  
**Et ça change la vie !**

**Protéger et servir depuis 80 ans**

**[groupe-apicil.com](https://groupe-apicil.com)**

APICIL Gestion - Association de moyens du Groupe APICIL régie par la loi du 1er juillet 1901, enregistrée sous le n° SIREN 417 591 971, ayant son siège social au 38 rue François Peissel - 69300 Caluire et Cuire.  
GRESHAM Banque - SA au capital de 8 997 634 € - RCS Paris 341 911 576 - Siège social : 20 rue de la Baume - CS 10020 - 75383 Paris CEDEX 08 - Etablissement de Crédit n°14.120.  
APICIL Asset Management - S.A. au capital de 8 058 100 € - RCS : Paris 343 104 949 - Société de Gestion de Portefeuille - Agrément AMF n° GP 98038 - Siège social : 20 rue de la Baume CS 10020 - 75383 Paris Cedex 08  
Communication non contractuelle à caractère publicitaire - IN18/FCR0072 - 10/2018 - Photo : istock

**GROUPE  
APICIL**